



Avec les listes LCR-LO

Pour une Europe

des travailleurs et des peuples !

En organisant sa conférence de presse, à deux jours de l'entrée officielle de dix nouveaux Etats-membres dans l'Union européenne, Chirac comptait prendre de la hauteur. C'est en évoquant la « *généreuse utopie sortie des décombres de la guerre et de la barbarie* » qu'il a cherché à s'élever au-dessus des clivages politiques et sociaux. Pas un mot des problèmes auxquels sont confrontés les chômeurs, les salariés, la population, rien !

CYNISME ET AVEUGLEMENT

Ce n'est que mépris et, le lendemain, les sondages indiquaient un effondrement de sa cote de popularité de 11 points, presque aussi basse que celle de Raffarin.

Le surlendemain, le 1er mai, alors que près de 8000 policiers et soldats étaient mobilisés, à Dublin, pour protéger les dirigeants de cette soi-disant Europe de la paix et de la démocratie contre les altermondialistes. Ici, des centaines de milliers de manifestants dénonçaient, dans la rue, les projets du gouvernement contre la Sécurité sociale, les licenciements, le chômage, les privatisations de l'EDF ou de la Poste.

C'est cette politique qu'ont rejetée, massivement, les électeurs des classes populaires, le 28 mars dernier, en infligeant une gifle camouflet à la droite. Le gouvernement a dû reculer devant la détermination des chômeurs, des intermittents ou des chercheurs, mais il n'entend céder sur quelques points que pour faire passer l'essentiel de ses attaques. La réforme de la Sécu ? Douste-Blazy l'a confirmé, il veut la faire voter début juillet au Parlement. Le changement de statut de l'EDF-GDF ? Sarkozy se fait fort de l'imposer aux salariés. L'un et l'autre comptent sur le fait que les directions syndicales jouent le jeu de la concertation, comme cela s'est déjà passé pour la réforme des retraites.

REJETER CE GOUVERNEMENT ET SA POLITIQUE

Ce gouvernement a été sanctionné, mais les dirigeants du Parti socialiste ont immédiatement déclaré qu'ils ne voulaient pas provoquer de crise. Même si la rue et les urnes ont rendu le même verdict, il est urgent, pour eux, d'attendre... 2007.

Eux, ils ont tout intérêt à attendre, ils comptent seulement retirer les bénéfices électoraux du discrédit du gou-

vernement et ils se gardent bien d'avancer le moindre programme avant les élections européennes. Mais les retraités, les chômeurs, les précaires, les recalculés, les menacés de licenciement, l'ensemble des salariés qui voient leur niveau de vie baisser, les jeunes à l'avenir bouché, les femmes sur lesquelles le recul social pèse doublement, ne peuvent pas, eux, attendre.

En présentant des listes communes aux élections européennes, la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière veulent permettre que s'expriment clairement le rejet de la politique de Chirac-Raffarin-Sarkozy, et en particulier l'exigence du retrait du projet Douste-Blazy sur l'assurance maladie.

OUI, UNE AUTRE EUROPE EST POSSIBLE !

L'offensive que mènent Chirac-Raffarin contre les acquis sociaux, c'est le PS et ses alliés qui ont commencé à la mener sous le gouvernement Jospin dans le cadre de la construction de l'Europe de la finance et des profits, celle des Schröder, Blair, Berlusconi, ...

Ensemble, ils se préparent à imposer aux travailleurs et au peuple une constitution qui prétend donner à l'économie de marché, au règne de la propriété privée, à la tyrannie de la finance une portée universelle.

Nous refusons cette constitution.

Nous voulons une Europe des droits sociaux, de la démocratie et de la paix.

Contre l'Europe des profits et de la concurrence, nous voulons une Europe de la solidarité et de la coopération.

Cette Europe, elle ne pourra naître que de la mobilisation des travailleurs et des peuples pour faire valoir leurs droits et imposer leur contrôle sur la marche de l'ensemble de la société.

Le 3 mai 2004